

De la confiance en la démocratie

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE, KIMBERLEE DESORMEAUX ET
MARC-ANDRÉ OUELLETTE, *Raviver la démocratie*, Montréal,
Éditions Somme toute, 2021, 172 pages

Pascal Chevrette

Volume 16, numéro 1, automne 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/97306ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Ligue d'action nationale

ISSN

1911-9372 (imprimé)

1929-5561 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Chevrette, P. (2021). Compte rendu de [De la confiance en la démocratie / GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE, KIMBERLEE DESORMEAUX ET MARC-ANDRÉ OUELLETTE, *Raviver la démocratie*, Montréal, Éditions Somme toute, 2021, 172 pages]. *Les Cahiers de lecture de L'Action nationale*, 16(1), 37–38.



De la confiance en la démocratie

Pascal Chevrette
Chef de pupitre, littérature

GENEVIÈVE DORVAL-DOUVILLE, KIMBERLEE DESORMEAUX ET
MARC-ANDRÉ OUELLETTE

RAVIVER LA DÉMOCRATIE

Montréal, Éditions Somme toute, 2021, 172 pages

Dans les jardins de l'Assemblée nationale, à deux pas de la fontaine de Tourny, se trouve une modeste statue, la plus humble parmi les statues des premiers ministres, de nos femmes politiciennes et grandes militantes, des explorateurs et fondateurs de la façade de l'hôtel du Parlement. C'est celle du premier député, du *Député arrivant à Québec*. Vêtu de son manteau et de son chapeau pour se protéger de l'hiver, il tient sa mallette. Il vient d'arriver seul, au seuil de la maison du peuple qu'est l'Assemblée nationale.

La statue est doublement inspirante parce qu'elle porte en elle le rêve de la démocratie. Elle porte aussi une grande confiance dans son geste, c'est-à-dire sa venue, depuis son comté, pour représenter ses concitoyennes et concitoyens. Doublement inspirant, car la confiance du citoyen rejoint le sens du devoir de l' élu.

Vous aurez compris que ce n'est pas ici le portrait emblématique de l'état de notre démocratie. Celle-ci est affectée par plusieurs maux: une perte d'intérêt de la part des citoyens, une «diminution de l'attachement à la démocratie» (p. 19), nous disent les auteurs de *Raviver la démocratie*, qui se traduit par une baisse importante des adhésions aux partis. De plus, les dernières années ont vu émerger de nouvelles formes de populismes, une polarisation des débats publics, une forte médiatisation de la vie politique, amplifiées entre autres par les médias sociaux.

Pourtant, les trois auteurs de cet essai, Geneviève Dorval-Douville, Kimberlee Desormeaux et Marc-André Ouellette, trouvent que la démocratie québécoise n'est pas en si mauvaise posture. Avec en tête l'idée que la démocratie est toujours perfectible, ils proposent dans cet essai plusieurs idées pour l'ajuster aux nouvelles exigences du siècle, en revalorisant la citoyenneté et l'exigeant poste d' élu. Citoyen et élu, «ces rôles si fondamentaux.»

Ce sur quoi ils tablent, c'est qu'il y a du bon: les partis collaborent et, selon plusieurs indicateurs, «respectent la plupart de leurs promesses» (p. 29). En fait, on sent dès les premières pages de *Raviver la démocratie* une volonté de lutter contre des perceptions très tenaces et persistantes voulant que nous vivions une perte de démocratie. Celle-ci, écrivent-ils, «est moins mal en point qu'on le perçoit» (p. 30). Tout compte fait, les deux maux principaux qu'ils identifient seraient que la politique est trop partisane et ensuite qu'une trop grande partie de la population se soit désintéressée, ou soit carrément démotivée! Comment faire pour revitaliser notre citoyenneté?

LES CADRES DE NOTRE CITOYENNETÉ

La commission Charbonneau, mise sur pied pour comprendre le système parallèle d'attribution de contrats dans les domaines publics, nous rappellent les trois auteurs, «n'est pas restée lettre morte» (p. 31). À sa suite, des mécanismes de surveillance des marchés publics ont été établis, tout comme un resserrement du financement des partis. Mais la réalité sur laquelle elle a levé le voile a généré cynisme et désaffection. Voilà un point de départ



intéressant pour nous situer aujourd'hui! Il faut «comprendre notre démocratie.» (p. 46), c'est capital. D'où la proposition initiale de s'occuper sérieusement d'éducation civique, d'en faire l'objet de cours et de formations obligatoires, tant au secondaire que dans la formation des maîtres, à l'université.

Éducation civique, précisons: permettre aux citoyens de bien comprendre le fonctionnement de leurs institutions, lieux possibles de leur implication, d'avoir de meilleures connaissances politiques, mais aussi, et surtout, de savoir comment faire face au déluge de fausses nouvelles, d'apprendre à s'informer adéquatement, de faire preuve d'esprit critique face aux médias. Comme la vie politique nous est presque entièrement accessible par les médias, il importe de comprendre leur rôle inestimable, incontournable et parfois périlleux. Sans doute serait-il urgent de voir à leur bon financement, comme cela semble se faire en Suède. Voilà l'une des pistes lancées.

Afin de raviver notre démocratie, Dorval-Douville, Desormeaux et Ouellette proposent également un grand ménage du cadre et des institutions qui soutiennent la démocratie québécoise. Pour redonner un pouvoir aux citoyens, ils parlent de décentralisation pour rendre plus autonomes les institutions publiques et également, les instances régionales. Ils s'interrogent sur la place des minorités visibles et des peuples autochtones à l'Assemblée nationale, de la représentativité des régions. Cela culmine dans le choix d'adopter un mode de scrutin proportionnel mixte compensatoire pour favoriser cette meilleure représentativité du choix des électeurs et ainsi, d'atténuer l'effet du vote pour un parti ou simplement pour son chef.

On comprend que l'initiative n'est pas simplement de nous remobiliser, mais d'effectuer une grande réforme démocratique. C'est l'utopie de *Parce que demain*. D'autres idées sont lancées, par exemple celle de mettre sur pied un «conseil citoyen national», instance qui assurerait la pluralité des points de vue et agirait comme contrepouvoir au gouvernement. Ce serait une soupape qui atténuerait certainement les mouvements populistes se manifestant en Occident. Ils proposent également de recourir au hasard afin de pourvoir des postes décisionnels, de confier au hasard certaines fonctions, un peu comme l'avaient établi les Grecs de l'Athènes des lointaines origines démocratiques. L'idée m'apparaît ici un peu naïve pour des démocraties de masse comme les nôtres. Au moins, elle a ce mérite de renforcer le principe de «se sentir davantage interpellés face au sort de la démocratie» (p. 73). Au fond, ce que cherchent les auteurs de *Raviver la démocratie*, c'est de moderniser les cadres de notre démocratie pour stimuler et favoriser la participation de toutes et tous au débat public.



Raviver la démocratie

suite de la page 37

LA VIE DE NOS ÉLUS

La section sur la vie des députés m'apparaît particulièrement pertinente. Une excellente série diffusée sur Télé-Québec, *Nos élus*, avait bien su décrire les exigences de la vie des députés, ce à quoi sont particulièrement sensibles les auteurs du livre. Alors que partout on considère centrale la conciliation travail/famille, il semble urgent de penser une charge de travail raisonnable pour un député: «Voilà une réalité à 180 degrés du souhait de bien des Québécois: une charge de travail raisonnable, une certaine autonomie, le respect et une bonne conciliation entre vie professionnelle et vie privée» (p. 99). Car, rappellent-ils avec justesse, «être élu n'est pas simple».

Ne serait-il pas important de penser pour nos élus une conciliation travail-vie personnelle, travail-famille? De même, est-ce que de recourir de façon plus systématique à des séances virtuelles pourrait favoriser la charge de l'élu, lui permettre d'assurer une présence plus marquée dans sa circonscription? Les autrices vont jusqu'à proposer qu'il y ait des «députés suppléants», à la manière de colistiers. Bref, en énumérant toutes les embûches qui affectent la vie de nos députés, ils établissent des mesures pour rééquilibrer la charge de travail, et cela, selon eux, permettrait d'aller chercher de nouvelles candidatures.

Réduire le poids de la partisanerie est aussi un souhait exprimé dans l'essai: par exemple en instaurant le vote libre des députés, en sortant de la stricte logique des oppositions, en modifiant les règles de conduite à l'Assemblée nationale, et enfin en formant un Comité permanent des réformes démocratiques. Avec ces initiatives, on pourrait atténuer le poids de cette tradition des partis politiques. Et le vœu n'est pas si pieux: un document paru tôt en février 2020 et préparé par le Secrétariat à l'accès à l'information et à la réforme des institutions démocratiques, ainsi qu'un manifeste pour une nouvelle culture politique, préparé il y a quelques années par le député Sylvain Pagé, y allaient de sérieuses propositions en ce sens. C'est en atténuant la force d'attraction que représentent les lignes de partis, autant pour l'élu que pour le citoyen, que l'on pourrait espérer dégager une éthique parlementaire et gouvernementale plus en phase avec ce que l'époque exige: «Nous pouvons observer que le leadership du XXI^e siècle commande une écoute active de son équipe ainsi qu'une intelligence émotionnelle forte.» (p. 107)

Enfin, en droite ligne avec cette éducation civique si ardemment désirée, il s'agirait, pour redonner confiance en la démocratie, de revaloriser la fonction publique, d'en faire l'outil d'État qu'elle se doit d'être. Il est question de renforcer la compétence ministérielle par une rétention d'un personnel compétent et expérimenté dans les ministères, «de s'assurer que nos institutions conservent un minimum d'expertise en offrant une rémunération, des responsabilités et l'autonomie nécessaire pour attirer les meilleurs talents et les motiver à protéger l'intérêt public.» (p. 35) Car une bonne fonction publique, en laquelle la population a confiance, servirait aussi à limiter le jeu de la partisanerie qui, a-t-on raison de le rappeler, a des conséquences jusqu'à la stabilité des hauts postes ministériels. Il est aussi question du rôle que pourraient jouer des agences indépendantes pour l'analyse et l'élaboration des politiques, formules empruntées aux pays scandinaves et qui semblent faire une différence là-bas. Ces modes de fonctionnement favoriseraient ainsi la confiance et l'adhésion du peuple.

C'est en atténuant la force d'attraction que représentent les lignes de partis, autant pour l'élu que pour le citoyen, que l'on pourrait espérer dégager une éthique parlementaire et gouvernementale plus en phase avec ce que l'époque exige.

CONSTITUER UNE CULTURE POLITIQUE MATURE

Raviver la démocratie est animé, comme tous les autres livres de la série, par une grande volonté pédagogique. L'examen de la démocratie québécoise proposé est vaste, complet, documenté et surtout, ne tient pas uniquement compte des mécanismes et des fonctionnalités de la démocratie. Il place en son cœur le caractère humain de la démocratie, tant par l'éducation qu'on souhaite pour les citoyens que pour le bien-être et la qualité de vie qui caractériseraient dans l'avenir la vie d'un élu. *Raviver la démocratie* propose un vaste chantier. Mais difficile de voir comment, prochainement, pourraient s'incarner toutes ces bonnes idées. Elles demandent de la patience...

L'examen est aussi vaste que la mise en contexte de notre époque l'exige: «Au cours de la dernière décennie, nous sommes entrés dans une nouvelle ère du clientélisme politique qui se déroule sous le signe du Big Data et de l'intelligence artificielle.» (p. 127) Outre cela, il faut considérer que nous ne pouvons plus être dans des cycles de prospérité et de croissance infinie. Il est possible d'avoir d'autres indicateurs que ceux du XX^e siècle, comme le PIB, de se doter d'indicateurs plus fins, complémentaires, fondés sur le bien-être social et dont la démocratie québécoise, dans ses racines profondes, a déjà articulé des solutions, ce que nous rappelle fièrement ce livre. C'est à la lumière de ce constat que s'articule l'une des conclusions les plus parlantes du livre: «il est préférable d'habiter une communauté à forte cohésion sociale et

pour laquelle on a un sentiment d'appartenance que d'être riche» (p. 131).

Conjointement à ce livre, j'ai lu celui de Daniel Payette sur la nécessité que le Québec se dote d'une constitution formelle. Essai fort éclairant, *Constitution du Québec 101* complète en quelque sorte, il me semble, cette louable ambition de raviver notre goût d'échanges constructifs en pays démocratique. Payette explique que la constitution du Québec existe déjà, mais de manière matérielle, c'est-à-dire éparse, dans divers textes juridiques d'autorité relative. Il propose que l'une des voies pour raviver la démocratie québécoise soit de consacrer nos principes politiques dans une constitution. À son avis, l'expérience démocratique québécoise trouverait une impulsion de renouveau dans ce geste fondateur fort.

Nous n'avons pas, rappelle Payette, «formellement adhéré au pacte confédératif, un texte qui date du XIX^e siècle alors que nous sommes au XXI^e siècle». En effet, notre situation au Canada peut également, tout autant que le contexte planétaire, jouer un rôle dans notre adhésion à la vie démocratique. Ajoutons à cela que les auteurs de *Raviver la démocratie* font amplement la lecture de ce contexte de notre temps: effritement des adhésions partisans, du rôle des mégadonnées, exigence renouvelée de compétences civiques, apparition de nouveaux lieux d'expressions des voix citoyennes, revalorisation nécessaire du rôle d'élu. Citons Payette à nouveau: «L'énoncé d'une Constitution formelle remplit aussi un objectif pédagogique qui favorise la popularisation et la préservation des droits fondamentaux et cela contribue à la préservation des institutions démocratiques, en particulier contre le populisme émergent» (p. 187). Convaincu qu'il y a «avantage à mettre en marche ce processus de formalisation de notre Constitution» (p. 188), il rejoint sur ce plan l'élan que cherche à initier *Raviver la démocratie* en formulant si bien les nécessités démocratiques québécoises.

C'est peut-être en comprenant mieux ce qui constitue, en soi, ces identités fonctionnelles que sont le citoyen et l'élu, autant qu'en comprenant notre place politique et en comprenant les outils à notre disposition, que le geste sera plus confiant, à l'image de l'humble statue du *Député arrivant à Québec*, et que nous reprendrons goût à rêver de démocratie. ❖